

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 ALBI

ALBI, le 26/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SARL GRANITARN CARRIERES

260 route du Lac du Merle
Carauce
81100 Burlats

Références : CCMAM-2022-71
Code AIOT : 0006804305

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/12/2022 dans l'établissement SARL GRANITARN CARRIERES implanté Lieu-dit Croix du Verdier 81100 BURLATS. L'inspection a été annoncée le 20/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a pour objet de contrôler les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure pris le 22 avril 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL GRANITARN CARRIERES
- Lieu-dit Croix du Verdier 81100 BURLATS
- Code AIOT : 0006804305
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de cette carrière de granite, autorisée depuis le 17 janvier 2005, a été reprise par la société GRANITARN depuis le 2 avril 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prescriptions de l'arrêté de mise en demeure pris le 22 avril 2022 :
 - ✓ délimitation du périmètre autorisé,
 - ✓ signalisation du danger,
 - ✓ rejets aqueux,
 - ✓ phasage de l'exploitation,
 - ✓ stockage hydrocarbures,
 - ✓ zone de dépôt des stériles issus de l'exploitation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Délimitation du périmètre de l'autorisation	AP de Mise en Demeure du 22/04/2022, article 1	/	Sans objet
2	Signalisation du danger	AP de Mise en Demeure du 22/04/2022, article 1	/	Sans objet
3	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 22/04/2022, article 1	/	Sans objet
4	Phasage de l'exploitation	AP de Mise en Demeure du 22/04/2022, article 1	/	Sans objet
5	Stockage des hydrocarbures	AP de Mise en Demeure du 22/04/2022, article 1	/	Sans objet
6	Dépôt des stériles de l'exploitation	AP de Mise en Demeure du 22/04/2022, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé les travaux et commandé les études nécessaires pour satisfaire aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure pris le 22 avril 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Délimitation du périmètre de l'autorisation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Délimitation du périmètre de l'autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue à ses frais, la délimitation avec matérialisation du périmètre sur lequel porte l'autorisation.
Constats : L'exploitant a complété la clôture du périmètre Sud-Ouest de l'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Signalisation du danger

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Signalisation du danger
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées définies au paragraphe DG 11 du titre "Dispositions Générales" du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a complété la signalisation du danger que représente la carrière, notamment au Sud-Ouest du périmètre de l'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise annuellement en période pluvieuse une mesure la qualité de ses rejets portant sur les paramètres MES, hydrocarbures et pH. Les rapports d'analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de 5 ans.
Constats : L'exploitant a fait réaliser le 8 mars 2022 des mesures des rejets aqueux et a transmis les résultats à l'inspection des installations classées.
Observations : L'exploitant fera réaliser de nouvelles mesures en période pluvieuse du début de l'année 2023 et nous transmettra les résultats.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Phasage de l'exploitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation est réalisée selon le plan de phasage annexé au présent arrêté, la remise en état est réalisée en fin d'exploitation.
Constats : L'exploitant est en cours de redéfinition du phasage de l'exploitation avec le bureau d'études L'ARTIFEX auquel il a fait appel (commande signée le 30 septembre 2022) pour réaliser le porter à connaissance correspondant qui sera instruit par la DREAL.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Stockage des hydrocarbures

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 p. 100 de la capacité des réservoirs associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 p. 100 de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.
Constats : L'exploitant a remplacé la cuve non adaptée vue lors de l'inspection du 28 février 2022, par une cuve d'une capacité de 430 l, munie d'une double paroi (Roth-Multitech modèle 400 L-plus) et d'un détecteur de fuite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dépôt des stériles de l'exploitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/04/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Dépôt des stériles de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le lieu d'implantation de l'installation de gestion des déchets correspond à celui indiqué dans le plan de gestion (PGD).
Constats : L'exploitant a cessé tout dépôt de stériles de granite en dehors du périmètre de l'autorisation. La zone ayant induit reçue des stériles de granite est pratiquement remise en état, elle a été reprofilée et recouverte d'arènes granitiques qui permettront la repousse naturelle de la végétation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet